

t. 120.6-85
 t. 311 Amérique Centrale
 t. 311 Nicaragua
 t. 311 Honduras - VO/RM

DEM v. 8. Jul
 esh

Berne, le 1er juillet 1991

R A P P O R T

MISSION EN AMERIQUE CENTRALE (HONDURAS/NICARAGUA)

de P. VEGLIO et M. ROSSI
 (1.6-15.6.1991)

A: H.-P. Cart, Chef Division Opérationnelle Afrique et
 Amérique Latine

De: P. Veglio, Chef Section Amérique Latine
 M. Rossi, Responsable Programme Amérique Centrale

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	Handl. des 811
EE	
R	- 9. JULI 1991
Kopie an	

1. Situation économique et perspectives en Amérique Centrale

1.1 Principales tendances

- i) Dans son ensemble la région centro-américaine a connu depuis 1978 une détérioration économique significative. S'il est vrai que cela reflète malheureusement la situation de la majorité des pays latino-américains, il est encore plus vrai que celle de l'Amérique Centrale a évolué d'une façon bien plus préoccupante. D'ailleurs, peu de spécialistes prévoient à court terme une relance économique durable de cette région. Certes, il y a une explication évidente: aucune autre partie de l'hémisphère n'a été aussi négativement affectée par les conflits armés et les luttes sociales. Cependant, les difficultés propres à l'Amérique Centrale sont plus profondes et, jusqu'à un certain point, la guerre et les affrontements internes constituent davantage des symptômes que des causes. L'Amérique Centrale, et plus particulièrement les 4 pays de langue espagnole situés au nord (Guatemala, Honduras, El Salvador et Nicaragua), ont compté pendant ce siècle et continuent de compter parmi les pays les moins développés de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme le confirment les principaux indicateurs économiques, politiques et sociaux.
- ii) 30 années après les premières mesures en vue de créer une zone centro-américaine de libre échange et 25 après la mise en oeuvre d'un accord général sur le commerce et les droits de douane, le Marché Commun

Centro-Américain (MCCA) a décidément du plomb dans l'aile. Le commerce intra-régional a très fortement diminué au cours des années '80 et la protection douanière externe commune est en train d'être démantelée. Certes, de nouvelles perspectives plus positives pourraient s'ouvrir à terme par la signature d'accords de libre échange entre le MCCA et le Mexique, le Venezuela et peut-être même les Etats-Unis, dans le cadre de l'Initiative pour les Amériques du Président Bush.

- iii) Dans la dernière décennie les pays centro-américains ont accéléré le processus d'ouverture de leurs économies. Cela a eu lieu dans une période où l'économie mondiale était particulièrement instable. Il n'est donc pas étonnant que les économies des petits pays de l'isthme en aient été affectées négativement.
- iv) Dans tous les pays, à l'exception du Costa Rica, les investissements privés et publics ont fortement diminué au cours des années '80. Cela constitue probablement la plus lourde hypothèque face à l'avenir.

1.2 Ajustements économiques et défis

- i) Les programmes d'ajustement réalisés dans tous les pays de la région comportent une remise en question fondamentale de la stratégie de développement poursuivie depuis 20 ans et jusqu'en 1979, la substitution des importations. Celle-ci avait constitué la base du MCCA. La stratégie avait alors montré toutes ses limites: niveau de protection douanière trop élevé et pendant trop longtemps; coûts de production non compétitifs sur le marché mondial; effet indirect négatif de la protection dans le sens d'une surévaluation de la monnaie nationale; forte dépendance des flux de capitaux d'origine externe qui permettaient de compenser le déficit de la balance commerciale.

Ainsi, à partir de 1979 il devint évident que les économies centro-américaines étaient extrêmement fragiles pour faire face aux changements au niveau de l'économie mondiale. La baisse du pouvoir d'achat des exportations primaires (coton, viande, sucre) intervenue en 1979-83, la hausse du service de la dette, l'influence négative du manque de devises sur la production industrielle, la chute du commerce intra-régional et la brusque diminution du financement externe condamnèrent à l'échec le modèle de substitution des importations.

La logique et l'impératif de l'ajustement économique se sont donc imposés progressivement à tous les gouvernements de la région, indépendamment de leurs orientations politico-idéologiques.

- ii) Les programmes d'ajustement en cours en Amérique Centrale sont axés sur la promotion des exportations, à travers la diminution des tarifs douaniers et la dévaluation du taux de change; les mesures de libéralisation, à travers la dérèglementation et l'élimination des subventions de l'Etat; et la privatisation des entreprises productives et de certains services en vue de réduire le poids de l'Etat dans l'activité économique.

Il y a consensus sur le fait que l'Amérique Centrale doit absolument renforcer sa balance courante des paiements. Des économies de dimensions aussi réduites ne peuvent atteindre leur indépendance économique uniquement à travers une orientation vers le marché interne; cela constituerait une quimère. Pour y parvenir il est essentiel, en corrigeant le biais "anti-export" de la politique économique, de diversifier et accroître les exportations non traditionnelles vers les marchés extra-régionaux. Certes, comme le montre l'exemple du Costa Rica, il ne suffit pas de libéraliser l'économie pour promouvoir ipso-facto les exportations. Car le succès qu'a

connu ce pays dans la promotion de ses exportations (le % des non-traditionnelles a passé de 15% à 43% entre 1983 et 1989) est imputable bien sûr à la dévaluation significative et continue du taux de change réel, mais aussi à la diminution des subsides à la production alimentaire pour le marché interne, à des mesures institutionnelles spécifiques d'appui à l'export ainsi qu'au financement externe macro-économique substantiel octroyé par les institutions internationales et les Etats Unis.

- iii) L'expérience relativement positive du Costa Rica en matière d'ajustement est-elle répétable? Il est prématuré d'y répondre. Certes, tous les pays ont augmenté la part de leurs exportations non-traditionnelles, bien que d'une façon moins spectaculaire que le Costa Rica. Mais il convient de ne pas oublier que ce dernier dispose de plusieurs avantages comparatifs: c'est le pays centro-américain qui s'est le plus modernisé dans l'après-guerre (augmentation sensible des dépenses en matière de santé, éducation et infrastructure sociale); il ne consent aucune dépense militaire; il a la distribution la plus égalitaire du revenu; et il constitue une véritable île de paix au milieu d'un isthme convulsionné, avec une bonne infrastructure et une main d'oeuvre bien formée.
- Par ailleurs, l'évolution du contexte international constitue une inconnue importante. Les tendances vers un accroissement du protectionnisme aux Etats Unis n'ont pas disparu en dépit de l'"Initiative pour les Amériques" du Président Bush. Tout cela implique qu'à court et à moyen terme il se sera pas facile pour la région de répéter avec succès l'expérience costaricienne.

- iv) En Amérique Centrale les ajustements pourront promouvoir une croissance durable si:

→ *first and most importantly: political stability!*

- les autres pays de la région bénéficieront d'un appui macro-économique externe aussi substantiel que celui qu'a reçu le Costa Rica (env. 1 milliard de USD de 1982 à 1989). Faute de quoi tout retard dans la croissance des exportations comportera une stagnation qui mettra en péril l'appui politique aux programmes d'ajustement en cours. Les institutions financières internationales (notamment la BID et la BM) en sont conscientes qui ont pris toute une série d'initiatives pour renforcer leur présence en Amérique Centrale. En plus de ressources additionnelles, la région devra pouvoir compter sur des mesures de réduction et de ré-échelonnement de sa dette externe et du service de celle-ci;
- le marché régional pourra encore acquérir une importance spéciale et complémentaire de celle des mesures de promotion des exportations extra-régionales. De ce fait l'intégration économique n'a rien perdu de son actualité. Mais l'intégration aura une connotation différente dans les années '90. Il s'agit en effet de la concevoir comme un moyen pour accroître les bases productives en vue de développer des exportations compétitives et non plus comme un moyen pour assurer aux industries locales un marché régional protégé et artificiel;
- la région centro-américaine saura évoluer vers la création d'un véritable marché commun, étant entendu que les deux pays les moins développés, le Nicaragua et le Honduras, devront bénéficier d'un appui spécial en vue d'éviter leur effondrement commercial. Ces deux pays ont d'ailleurs un potentiel productif leur permettant de financer leurs importations industrielles à travers leurs exportations agricoles régionales. Quant au marché commun il implique bien-sûr non seulement la libre circulation des capitaux mais aussi des personnes ce qui supposerait entre autre un

changement important de la pensée des forces armées des différents pays en matière de sécurité.

v) Les ajustements en cours en Amérique Centrale pourront-ils promouvoir à terme une plus grande équité?

D'un point de vue théorique les ajustements peuvent contribuer à promouvoir une plus grande égalité sociale sur trois plans:

- d'abord parce qu'ils favorisent l'utilisation de technologies intensives en main-d'oeuvre, ce qui devrait accroître la participation du travail dans le revenu national;
- ensuite, parce qu'ils améliorent les conditions-cadre pour le secteur agricole, où se trouvent justement les familles les plus pauvres;
- enfin, car ils essaient de répartir les dépenses sociales d'une façon mieux ciblée, en évitant que celles-ci ne profitent qu'aux classes moyennes urbaines et en s'assurant que leur gestion soit efficace et transparente.

Il est encore tôt pour pouvoir vérifier si cela se vérifie également dans la pratique. L'expérience du Costa Rica montre que la création de nouvelles places de travail constitue une réalité, même si son résultat n'est pas spectaculaire. Quant aux effets positifs sur le secteur agricole, ceux-ci semblent être moins visibles surtout si les programmes d'ajustement ne sont pas accompagnés de mesures complémentaires d'appui (crédit, assistance technique, formation, etc.) aux petits producteurs ruraux. De plus, les ajustements n'ont malheureusement aucune emprise sur le grave problème de la distribution inégalitaire de la propriété terrienne qui, en Amérique Centrale, constitue une véritable bombe sociale à retardement. Quant enfin à la rationalisation des dépenses sociales, il est évident que cela constitue une condition sine qua non de n'importe quelle stratégie de développement. Et c'est aussi un fait que dans le passé ces dépenses ont souvent été inefficaces et indiscriminées. Sur un plan plus spécifique, la Banque Mondiale semble disposée à assurer que la réduction inéluctable des dépenses publiques globales ne se fasse pas au détriment des budgets destinés à la santé et à l'éducation.

En conclusion, les ajustements peuvent effectivement promouvoir, du moins partiellement, une distribution moins inégalitaire du revenu. Mais cela doit nécessairement aller de pair avec des programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté (y compris de redistribution de la terre) qui amplifient et consolident certains effets positifs des mesures macro-économiques, ainsi que des mesures incisives de réforme fiscale.

1.3 Le cas du Nicaragua

i) Le Nicaragua est en train de passer d'une phase de réconciliation nationale à une phase de stabilisation et de relance économique qui comporte également une consolidation de l'Etat de droit et la résolution de plusieurs problèmes politico-institutionnels particulièrement délicats. Parmi ceux-ci il convient de mentionner celui de la propriété. Ce dernier a surgi récemment à la suite d'une initiative parlementaire du Partido Nacional Conservador visant à abroger deux lois approuvées par le précédent Gouvernement sandiniste en mars 1990, juste avant de terminer son mandat. Les

lois en question portent sur le transfert de propriétés immobilières et foncières ainsi que sur l'immunité, en particulier pour protéger les anciens hauts fonctionnaires du gouvernement sandiniste (Président et Vice-Président de la République, parlementaires, hauts magistrats, ministres et vice-ministres, contrôleur général de la République, directeurs d'entités publiques, chef et chef de l'état major de l'Armée Populaire Sandiniste). Sur ce plan, une solution satisfaisante de compromis, qui sanctionne les nombreux abus commis, est absolument vitale pour l'avenir du pays et de sa démocratie encore fragile. Car il est clair que sans l'existence de règles claires et stables en matière de régime de la propriété, il n'y aura ni de nouveaux investissements productifs au Nicaragua ni de retour de personnes expatriées et de capitaux en fuite.

- ii) Sur un plan strictement technique les mesures d'ajustement mises en oeuvre au début mars 1991 commencent à porter des fruits: l'inflation a été considérablement réduite (5% pour le mois de mai); le taux des changes a été corrigé (il n'existe pratiquement plus de marché parallèle pour le dollar); les salaires réels ont été réduits (et cela dans un contexte de paix sociale relative); et les attentes inflationnistes des entrepreneurs ont pu être dégonflées.

Certes, des problèmes subsistent: le déficit des finances publiques n'a pas été corrigé; et des pratiques de contrôle administratif des prix subsistent en relation avec certains produits alimentaires.

De même, il existe encore des pressions en vue soit d'augmenter les salaires réels, soit de dévaluer la monnaie nationale ce qui pourrait naturellement mettre en danger la cohérence de l'ajustement réalisé.

Il n'empêche qu'à court terme l'évolution la plus probable est que le Nicaragua arrive effectivement à consolider la stabilité économique d'ici la fin 1991. Si cela pouvait aller de pair avec des progrès réalisés en matière de consolidation de l'Etat de droit et avec la réinsertion dans le système financier international, le Nicaragua pourrait alors envisager 1992 avec un optimisme modéré.

- iii) Après les résultats satisfaisants du Groupe Consultatif de la Banque Mondiale sur le Nicaragua qui a eu lieu les 16/17 mai à Paris, on peut s'attendre à ce que le FMI, la BM et la BID approuvent d'ici septembre-octobre prochain les premiers financements. Il s'agira respectivement d'un accord de "stand-by" de USD 22 millions et de deux SAL de USD 50 millions chacun. Ces apports externes devraient permettre aussi une reprise non spectaculaire mais graduelle de la coopération des pays industrialisés (notamment la République Allemande, le Japon, les Pays Bas et les pays nordiques) avec le Nicaragua.

La collaboration active offerte par la Suisse (frs 10 mio. OFAEE pour le remboursement des arriérés de paiement à l'égard de la BM et de la BID + frs 10 mio. OFAEE a titre d'aide de balance des paiements + possibilité d'un cofinancement DDA en 1992 du Fonds d'Investissement Social d'Urgence) permettra un renforcement substantiel de la coopération avec ce pays dont il est prévu qu'il devienne un pays de concentration.

1.4 Le cas du Honduras

- i) L'ajustement de l'économie hondurienne s'avère complexe du fait de certaines "mauvaises habitudes" acquises dans le domaine financier dans les années '80 moyennant les financements budgétaires généreux octroyés, pratiquement sans conditionnements de type économique, par les Etats

Unis. Il n'est maintenant pas facile de se soumettre à une stricte discipline financière et au dialogue avec les institutions financières internationales, sans compter avec la même condescendance qu'USAID avait montré dans le passé.

- ii) Dans ce contexte jouent un rôle plutôt de frein une classe politique dans l'ensemble assez archaïque et plus préoccupée de défendre ses propres intérêts, ainsi que des forces armées peu enclines à partager le pouvoir, à accepter une réduction de leurs effectifs et du volume des dépenses militaires.
- iii) La société hondurienne ne donne pas l'impression d'être particulièrement préparée à faire face aux nombreux défis que le pays doit affronter. Il est à espérer que la dynamique régionale contribue à ouvrir de nouvelles perspectives et oblige les élites politiques et économiques à faire preuve de plus de dynamisme et d'imagination qu'elles n'en ont montré jusqu'à présent.

2. Regionalprogramm der DEH in Zentralamerika

Das heutige Programm der Zusammenarbeit der DEH in Zentralamerika ist in den 80-er Jahren pragmatisch entstanden: Projekte im Schwerpunktland Honduras, Nicaragua ein Land zweiter Priorität (de facto aber ebenso wichtig wie Honduras), einzelne Projekte oder Projektausläufer in El Salvador, Guatemala und Costa Rica. Ueberdies werden Regionalprogramme verschiedener internationaler Forschungszentren unterstützt.

Der Direktor der DEH erteilte der Lateinamerika-Sektion den Auftrag, im Verlaufe von 1991 ein Gesamtprogramm für den zentralamerikanischen Raum auszuarbeiten und ihm dieses zum Entscheid vorzulegen. Im ersten Teil der Mission - an der auch H.-Ph. Cart teilnahm - wurden die wichtigsten Elemente für eine zukünftige Orientierung unserer Zusammenarbeit in Zentralamerika zusammengetragen.

2.1 Stärken/Schwächen des heutigen Programmes

Eine Gesamteinschätzung unseres Zentralamerika-Programmes auf wenigen Linien läuft unweigerlich Gefahr, einseitig und unvollständig zu sein. Mit den nachstehenden Zeilen soll nicht eine absolute Einigkeit in allen Fragen vorgetäuscht werden, wohl aber eine generelle Tendenz der Einschätzung zum Ausdruck kommen. Eine ausführlichere Aktennotiz kann bei RM bezogen werden.

Insgesamt positiv beurteilt wird das Eingehen der DEH-Projekte auf die Bedürfnisse der Zielbevölkerung. Diese stehen im Zentrum des Interesses der meisten Projekte. Im Gegensatz dazu werden eigentliche nationale Prioritäten, die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen und die institutionelle Einbettung in vorhandene, nationale Trägerschaften oft etwas vernachlässigt oder bewusst ausgeklammert. Mit wenigen Ausnahmen hängen deshalb die Projekte stark von der DEH ab. Viele Projekte arbeiten in marginalen Gebieten mit ärmster, ländlicher Bevölkerung. Es muss in diesen Fällen ein grosser Aufwand betrieben werden, um die Basis für eine Entwicklung zu schaffen.

Im inhaltlichen Bereich verfügen viele Projekte über technisch einwandfreie, angepasste und erprobte Konzepte und Methodologien (POST-COSECHA, TRINKWASSER, PROMECH, SEGOVIAS, einzelne Komponenten der DRI). Diese sind das Resultat langer und kontinuierlicher Arbeit in Schwerpunktbereichen. Mehr Zweifel wird am Konzept der integrierten Entwicklung geäußert. Wenn es auch richtig ist, dass in den letzten Jahren Anstrengungen zur sektoriellen Konzentration unternommen wurden, erscheinen die Projekte doch weiterhin als komplexe, meist schwerfällige Gebilde. Es wird daran gezweifelt, ob die Resultate den erbrachten Aufwand rechtfertigen.

Die Unterstützung der regionalen Forschungszentren wird als sinnvoll erachtet, sollte aber stärker auf die Bedürfnisse der Endnutzer ausgerichtet werden.

Das heutige Programm ist insgesamt stark DEH-lastig. Eine vermehrte Uebertragung von Aktionen an Dritt-Institutionen (Auslagerung an Regieträger, Kofinanzierungen) ist notwendig.

2.2 Konzeptionelle Elemente eines zukünftigen Regionalprogrammes

Das Regionalprogramm - wie es nachstehend verstanden wird - umfasst eigentliche, regional ausgerichtete Projekte oder Programme, aber auch eines oder mehrere Länderprogramme für zentralamerikanische Länder. Eine separate Aktennotiz zu diesem Thema kann bei RM bezogen werden.

Regional ausgerichtete Projekte und Programme weisen konkrete Zielsetzungen auf, welche für die gesamte Region gelten. Die Ausgestaltung solcher Aktionen kann vielfältig sein (regionale Institution, nationale Projekte mit regionalem Aktionsradius, Netzwerke, ...). Nicht typisch für regionale Aktionen sind solche, bei denen die DEH das einzige verbindende Element darstellt.

Im zukünftigen Zentralamerika-Programm wird eine Kombination von Länderarbeit und regionalen Ansätzen angestrebt. Länderspezifische Projekte werden auf Nicaragua und Honduras beschränkt bleiben, wobei wir aus verschiedenen Gründen in Zukunft Nicaragua prioritär behandeln (Schwerpunktland). In Honduras werden unsere Aktionen konsolidiert. Sollte unser EZA-Programm in Honduras sich schwieriger gestalten, müsste mittelfristig allenfalls eine Umorientierung auf El Salvador ins Auge gefasst werden.

Die bisherige sektorielle Ausrichtung unseres Programmes (ländliche Entwicklung, landwirtschaftliche Produktion, Trinkwasser, ...) wird ergänzt durch eine gewisse Oeffnung für marginale, städtische Bevölkerungsgruppen (Trinkwasser, Gewerbe, Kleinindustrie, ...). Der Gesundheitsbereich wird über die Trinkwasserprojekte (Hygienemassnahmen, ...) unterstützt.

Die Möglichkeiten verschiedener Instrumente der EZA wird besser genutzt. Dabei ist nach Möglichkeit eine Komplementarität zum heutigen Programm anzustreben. Im besonderen werden vermehrt auch Massnahmen im makroökonomischen Bereich in Betracht gezogen (v.a. zusammen mit dem BAWI).

Die heutige DEH-Lastigkeit des Programmes ist abzubauen. Vor allem für neue Aktionen ist eine Auslagerung an geeignete Regieträger oder andere Modalitäten der Unterstützung (Kofinanzierungen) anzustreben.

2.3 Die Rolle des Koordinationsbüros in Tegucigalpa, sowie der Vertretung in Nicaragua

Unbestritten bleibt der Grundsatz, dass das Zentralamerika-Programm von einem Regional-Koordinator, der weiterhin (zumindest vorderhand) in Tegucigalpa stationiert bleibt, abhängen wird. Hingegen muss eine Verstärkung unserer Präsenz in Managua sichergestellt werden. Wir empfehlen ein Koordinations-Assistenten-Büro zu eröffnen, welches durch Thomas Kugler besetzt werden könnte. Die dafür notwendigen Räumlichkeiten sind vorhanden (ODENIC).

2.4 Verstärkte Rolle des BAWI

Massnahmen im politisch-wirtschaftlichen Umfeld (Strukturanpassung, Handelsförderung, Entschuldung, ...) gewinnen in Zentralamerika zunehmend an Bedeutung. Das BAWI hat sich dahingehend geäussert, mit seinem Instrumentarium verstärkt in diesem geographischen Raum tätig zu werden. Erste Schritte sind bereits in Nicaragua unternommen worden. Diese Anstrengungen müssen von der DEH mitgetragen und unterstützt werden.

3. Operationelle Aspekte des Programmes in Honduras

3.1 Das DRI MARGOAS

Was war vorgesehen? In den ersten Monaten des laufenden Jahres hätte ein eher sektoriell ausgerichtetes Nachfolgeprojekt für das Gebiet Marcala-Guajiquiro ausgearbeitet werden müssen. Anlässlich des auf Mitte Juni geplanten Comité Binacional hätte aufgrund eines Basisdokumentes die prinzipielle Unterstützungsbereitschaft der DEH dargelegt werden sollen.

Was wurde gemacht? Der DEH wurden anlässlich der Mission VO/RM drei Dokumente vorgelegt:

- Vollständige Beendigung MARGOAS
- Neue Aktion im Grenzgebiet (Goascorán)
- Neues, "verdünntes" DRI im Gebiet von Marcala

Was war die Haltung der DEH

- Zustimmung zum Unterstützungsgesuch für eine vollständige Beendigung des DRI MARGOAS. Im ersten Semester 1992 werden noch Aktivitäten mitfinanziert, die per Ende 1991 aus sachlichen Gründen (Produktionszyklus, Schulsystem, u.ä.) nicht beendet werden können.
- Ablehnung des Gesuches für das Grenzgebiet um Goascorán aufgrund geografisch-inhaltlicher Kriterien.
- Nicht-Eingehen auf das Projektgesuch für eine Nachfolgeaktion im Projektgebiet Marcala-Guajiquiro aus folgenden Gründen:
 - . Die Projektskizze ist zu allgemein und unverbindlich, um substantielle Verpflichtungen seitens der DEH zu rechtfertigen;

- . Inhaltlich ist der Vorschlag wenig überzeugend ("verdünntes DRI") und entspricht nicht den Abmachungen, welche im letzten Dezember getroffen wurden;
- . Der finanzielle Verteilungsschlüssel wurde massiv zu Lasten des schweizerischen Beitrages verändert. Die Reduktion der honduranischen Beiträge hat sicher viel mit der angespannten Budgetsituation des Staatshaushaltes zu tun, kann aber auch als geringere Priorisierung des Projektes gewertet werden;
- . Die Performance des Projektes MARGOAS liess in den letzten 1 1/2 Jahren zu wünschen übrig, dies v.a. bedingt durch eine erhöhte Fluktuation des Personals. Die heutige Projeketequipe (die wichtigen Posten sind a.i. besetzt) ist wenig überzeugend;
- . Angesichts der Finanzsituation der LA-Sektion können nur noch die überzeugendsten Projektanträge berücksichtigt werden. Das vorliegende Projekt gehört nicht dazu.

Der Entscheid der DEH wurde unterschiedlich aufgenommen. Von völlig unverständigen Reaktionen (heutiges Projekt MARGOAS) bis zu einer gewissen Erleichterung (Vizelandwirtschaftsminister) waren alle Nuancierungen zu hören.

3.2 Das DRI YORO

Es stand ein Grundsatzentscheid für eine dritte Phase (3 Jahre plus Absichtserklärung für weitere 2 Jahre) an. In den nächsten 5 Jahren sollen die Aktivitäten konsolidiert und eine vollständige Uebergabe an die Partnerorganisationen erreicht werden.

Inhaltlich wurden folgende Aspekte diskutiert

- Bewässerungskomponente Olomán Oriental: Der definitive Entscheid wird aufgrund einer technisch-wirtschaftlichen Faktibilitätsstudie gefällt. An der Finanzierung muss die honduranische Regierung sich im Rahmen des vereinbarten Schlüssels beteiligen.
- Kreditkomponenten: Ab 1992 muss sich das Programm an die von der Zentralbank definierte Kreditpolitik halten.
- Die neu einzugehende finanzielle Verpflichtung mit der honduranischen Regierung wird auf Gegenseitigkeit erfolgen. Die Verpflichtungen sollten vorzugsweise in US\$ festgeschrieben werden oder aber in Lempiras. Nicht akzeptabel ist eine Dollar-Verpflichtung für den schweizerischen Anteil und eine Lempira-Verpflichtung für den honduranischen Beitrag (Inflation!).
- Die technische Beratungskomponente soll reduziert werden. Es konnte noch keine Einigkeit erreicht werden, ob diese Anpassung bereits ab Januar 1992 effektiv werden muss.

3.3 Das Comité Binacional

Auch wenn die diesjährige Sitzung erstaunlich positiv verlaufen ist, zeigte sich einmal mehr, dass dieses Instrument für schwierigere Zeiten der EZA nicht optimal ist. Der "starre" Fahrplan verhindert bei Abweichungen eine

flexible Lösungssuche. Das Auslaufen des Programmes MARGOAS legt ab 1992 eine andere Form der Entscheidungsfindung nahe (z.B. Projektdirektorien).

3.4 Das Programm zur Unterstützung von Privatorganisationen

Ab Juli 1991 beginnt eine einjährige Uebergangsphase. Dieses Jahr wird zur Ausarbeitung eines neuen Konzeptes der NGO-Unterstützung genutzt. Dabei muss Kohärenz mit dem Regionalprogramm Zentralamerika erreicht werden.

3.5 Rekrutierung des grünen Koordinations-Assistenten für Tegucigalpa

Da sich eine Versetzung von Thomas Kugler nach Managua abzeichnet, ändert sich ein Teil des Anforderungsprofils. Die neu zu rekrutierende Person muss über breite Erfahrung in der EZA, nach Möglichkeit auch in der DEH-Zentrale, verfügen. Bisher hatte man eher ein Nachwuchsprofil ausgeschrieben.

4. Quelques défis du Programme DDA en Amérique Centrale

4.1 Fonction future de CORTEG en Amérique Centrale, au Nicaragua et au Honduras

Le Nicaragua devenant un pays de concentration et le volume de coopération avec le Honduras étant en diminution, la fonction future de CORTEG à Tegucigalpa ne sera guère facile et demandera beaucoup de doigté, notamment à l'égard des autorités honduriennes. Suivant l'évolution des événements et du contenu du Programme de coopération, il n'est pas à exclure que d'ici quelques années le siège du Bureau de coordination de la DDA en Amérique Centrale devra être déplacé.

4.2 Défis opérationnels pour CORTEG

Après plusieurs années de stagnation, le redémarrage du Programme DDA (et OFAEE) en Amérique Centrale impliquera plusieurs nouveaux défis pour le Bureau de coordination à Tegucigalpa. Ces défis, conséquence directe des nouveaux besoins de nos partenaires centro-américains et de l'évolution du contenu et des formes de travail de la coopération suisse, porteront notamment sur les aspects suivants: "policy dialogue" plus global avec les autorités locales, notamment dans le cas du Nicaragua, et portant également sur des aspects macro-économiques; coordination accrue avec d'autres agences de coopération, y compris avec la Banque Mondiale (qui ouvrira un Bureau à Managua d'ici la fin 1991) et la BID; promotion d'un esprit plus critique auprès de nos experts et de leurs partenaires sur certaines questions telles que par ex. les conditions financières réglant l'octroi de crédits productifs (certains projets ayant malheureusement poursuivi dernièrement des politiques de subventionnement anti-économiques et paternalistes), les nécessités en assistance technique étrangère (qui doivent être limitées dans le temps), etc.

4.3 Les Comités Binacionales et leur réforme

Les Comités Binacionales Honduras/Nicaragua-Suisse, conçus lorsque les besoins étaient différents (projets DRI à leurs débuts) et caractérisés par un contenu opérationnel-administratif très marqué, ne correspondent plus

aux besoins actuels de dialogue en matière de coopération. Ils devront donc être remplacés, notamment après la fin du DRI Margoas, par un nouvel instrument qui, dans le cas du Nicaragua du moins, pourrait être une Commission mixte. Celle-ci se réunirait seulement une fois par année et aborderait notamment les questions de portée générale liées au programme de coopération actuelle et future avec le pays en question. A cet effet CORTEG étudiera les solutions les plus appropriées et nous fera des propositions.

4.4 Collaboration avec l'OFAEE

En Amérique Centrale aussi, la collaboration avec l'OFAEE est en train de s'intensifier. Cela demandera un travail accru de CORTEG, notamment dans le cas du Nicaragua.

4.5 Collaboration avec nos Ambassades à San José et à Guatemala-City

On peut relever avec plaisir que l'appui prêté par nos Ambassadeurs à San José et à Guatemala-City est très précieux et extrêmement utile dans le développement du programme de coopération. L'intérêt personnel que nos ambassadeurs portent aux problèmes politiques et sociaux, ainsi qu'aux activités opérationnelles constituent un acquis qui, compte tenu des transferts probables qui interviendront d'ici la fin 1991, devra être consolidé à l'avenir.

5. Remerciements

Nous tenons à remercier spécialement toutes les personnes et institutions qui ont facilité le bon déroulement de cette mission fort intéressante, en particulier les Ambassadeurs Bucher et Hold, nos collègues Pallmann, Waldvogel et Kugler, ainsi que T. Eggenberger du Service du Développement de l'OFAEE qui nous a accompagnés au Nicaragua.

Copies:

- Amambassades de Suisse à San José et à Guatemal-City(par fax) ✓
- Bureau de Coordination de la DDA à Tegucigalpa (par fax) :
- Bureaux de Coordination DDA à La Paz, Lima et Quito
- OFAEE/Service du Développement (Gerber/Reding/Eggenberger)
- Division Politique II
- Ambassasde de Suisse à Washington (Nellen)
- Observateur près de l'OCDE à Paris (Pasquier)

- SFR, WM, DAN, CL, HRO/NY, HAD, EZ/BZJ, BEI, GR, JA/SIE
- SO, VS, MEP, TRR, RDD, GAS